

**Extrait du registre des délibérations du conseil municipal****Séance du seize septembre deux mille vingt cinq**

Département du Loiret

Arrondissement et canton de
Pithiviers

Communauté de communes
du Pithiverais

N° D-00030/2025

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
19	13	17

Date de la convocation : 11 septembre 2025

Date d'affichage : 17 septembre 2025

Vote
Pour : 17
Contre : 0
Abstentions : 0

L'an deux mille vingt-cinq, le seize septembre à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur CHALINE Philippe, Maire

Etaient présents : Monsieur CHALINE, Monsieur LE BORGNE, Madame BARBIER, Monsieur RIBEAUCOURT, Monsieur LAIZEAU Boris, Madame BORE, Monsieur BELLEC, Monsieur COLLEAU, Monsieur HUBEAU, Madame DEROUET, Madame IVALDI, Monsieur MENARD, Monsieur PERRETIN

Absents excusés : Madame CHAVANNEAU Frédérique pouvoirs à Monsieur LE BORGNE Guy
Madame PERON Corinne pouvoirs à Madame BORE Laura
Madame CHARBONNIER Martine pouvoirs à Monsieur CHALINE Philippe
Madame SURATEAU Céline pouvoirs à Monsieur LAIZEAU Boris
Monsieur LANGUILLE François
Monsieur PELLERIN Cyril

Secrétaire de séance : Madame DEROUET Hélène

Demande de subvention SIERP – Rénovation éclairage public

La commune de Pithiviers le Vieil envisage la rénovation de son éclairage public dans différentes rues et hameaux.

Des devis ont été établis pour un montant de 66 840.14 € HT soit 82 608.16 € TTC. Monsieur le Maire propose que des demandes de subvention soient effectuées auprès du SIERP.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Valide le programme de travaux proposé
- Approuve la rénovation de l'éclairage public communal en éclairage LED
- Accepte de demander des subventions correspondantes auprès du SIERP
- Donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire ou son représentant pour signer les documents relatifs à ce dossier

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

LE MAIRE,

P. CHALINE

